

Accord du 21 octobre 2025 relatif à la prime de partage de la valeur (PPV)

NOR : ASET2550917M

IDCC : 1686

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FENACEREM ;

FEDELEC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC CSFV ;

FS CFTD,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent accord est conclu dans le cadre de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 (art. 1^{er}) portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat. Il constitue un outil supplémentaire à disposition des entreprises de la branche, en particulier celles de moins de 50 salariés, à l'effet de répondre aux souhaits des signataires de l'ANI du 20 février 2023 relatif au partage de la valeur. Il répond aussi aux obligations de l'article 5 de la loi du 29 novembre 2023, plus particulièrement s'agissant des petites entreprises. Enfin, les parties signataires souhaitent rappeler que ce dispositif ne peut se substituer à aucun élément de rémunération au sens de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, qui soit versé par l'employeur ou qui deviendrait obligatoire en application des règles légales, contractuelles ou d'usage. Elle ne peut non plus se substituer à des augmentations de rémunération ni à des primes prévues par accord salarial, par le contrat de travail ou les usages en vigueur dans l'entreprise.

Article 1^{er} | Champ d'application et entreprises concernées

Seules sont concernées par le présent accord, les entreprises de moins de 50 salariés de la branche des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager. Toutefois, pour ces entreprises, il demeure facultatif. Celles-ci pourront décider soit par accord d'entreprise, soit par décision unilatérale, de mettre en place un dispositif différent

des stipulations contenues dans le présent accord, pouvant aller jusqu'aux plafonds légalement prévus.

Par ailleurs, le présent accord constitue, pour les entreprises qui décident de l'appliquer, un accord type au sens de l'article L. 2234-10-1 du code du travail.

Enfin, cet accord dans son application, est subordonné au maintien, pour ces entreprises, du régime social et fiscal de faveur, tel qu'il résulte des dispositions légales. Si celles-ci devaient être supprimées, il deviendrait caduc, sauf volonté expresse de l'entreprise d'en poursuivre l'application.

Article 2 | Bénéficiaires

Sont bénéficiaires, tous les salariés de l'entreprise quelle que soit la nature de leur contrat de travail, dès lors qu'ils sont présents au jour de la décision d'application telle que matérialisée par le document annexé au présent accord.

Article 3 | Montant et modalités de répartition

Option 1 : prime annuelle de 250 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement.

Option 2 : prime annuelle de 500 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement.

Option 3 : prime annuelle de 750 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement.

Option 4 : prime annuelle de 1 000 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement.

Cette prime pourra être attribuée, en une ou deux fois dans l'exercice. »

Article 4 | Modalités de mise en place

Le document prévu à l'article L. 2232-10-1 du code du travail précisera :

- l'exercice d'application de la prime ;
- la date ou les dates de versement de la prime ;
- l'option retenue : option 1, 2, 3 ou 4.

Le CSE, s'il existe, sera informé de la mise en œuvre du dispositif de ses modalités d'application.

Le modèle de ce document est annexé au présent accord (annexe 3).

Article 5 | Dispositions applicables aux entreprises de moins de 50 salariés

Ces dispositions spécifiques sont définies dans le cadre du présent accord.

Article 6 | Durée. Dispositions antérieures

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé ou révisé conformément aux dispositions légales. Il annule et remplace l'accord du 8 octobre 2024.

Article 7 | Dépôt. Date d'effet

Il sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail, conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail. Il entrera en vigueur à la date de signature pour les entreprises de moins de 50 salariés adhérentes aux organisations patronales signataires, et le premier jour du mois suivant son extension pour les non adhérentes.

Article 8 | Suivi

Au plus tard le 31 décembre 2026, les partenaires sociaux examineront :

- le nombre d'entreprises ayant appliqué le présent accord à partir des éléments contenus dans le rapport de branche ;
- les modifications éventuelles à apporter au présent accord.

Fait à Paris, le 21 octobre 2025.

(Suivent les signatures.)

Annexe Document de mise en place de la PPV

Préambule

Le présent document est pris en application de l'accord de branche du 21 octobre 2025 relatif à la prime de partage de la valeur (PPV). Il est destiné à la mise en place de la PPV au profit des salariés de l'entreprise. Il détermine les options relatives au montant de la prime, ainsi qu'aux modalités de répartition entre les salariés.

Article 1^{er} | Année de versement

La prime concerne l'exercice (à préciser).

Elle sera versée en une seule fois au mois de

ou bien

Elle sera versée en deux fois, au mois de et au mois de

Article 2 | Montant et répartition de la PPV

Le montant et sa répartition correspondent à l'option (cochez la case choisie) :

☐ Option 1 : prime annuelle de 250 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement ;

☐ Option 2 : prime annuelle de 500 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement ;

☐ Option 3 : prime annuelle de 750 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement ;

☐ Option 4 : prime annuelle de 1 000 €, pour chaque salarié, calculée au prorata pour les salariés à temps partiel selon la durée du travail contractuel appréciée au jour du versement.

Article 3 | Information du CSE (s'il existe)

Le CSE a été informé du contenu de l'accord de branche du 21 octobre 2025 et du présent document dans sa séance du

Fait à le

La direction.